

**Procès-verbal du comité syndical  
intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la Régie Velib'**

**Séance du 17 juin 2025**

Le dix-sept juin deux mille vingt-cinq à 9 heures 30, le comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, dûment convoqué le onze juin deux mille vingt-cinq, en présentiel à l'Agence 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris et en visioconférence sur Teams, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 110  
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice : 02

Nombre de délégués présents ou représentés : 58 (dont 18 pouvoirs)  
Nombre de personnalités qualifiées extérieures présentes : 02

Étaient présents :

**Titulaires (35) :**

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Edith Félix (Bagnolet), Stéphanka Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne), Samuel Besnard (Cachan), Yann Viguié (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Laurent Taupin (Chevilly-Larue), Patrice Pinard (Clichy-la-Garenne), Léopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Sophie Bosquillon (Ile-Saint-Denis), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Pierric Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Capucine Du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Sophie de Lamotte (Suresnes), Sébastien Curlier-Andrade (Thiais), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine), Patricia Vavassori (GPGE), Patrick De La Marque (GPSO), Bertrand-Pierre Galey (GPSO), Bernard Roche (GPSO), Alix Bougeret (Région Ile-de-France),

**Suppléants avec voix délibératives (03) :**

Isabelle Massard (Gennevilliers), Louise Bompaire (GPSO), Luc Mauvarin (GPSO).

**Suppléant sans voix délibérative (01) :**

Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine).

**Excusés ayant donné pouvoir (18) :**

Jean-François Ploteau (Argenteuil) à Cédric Nicolas, Matthieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) à C. Nicolas, Bruno Tuder (Bagneux) à Samuel Besnard, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) à Stéphanka Toussaint, Elodie Dorfiac (Châtillon) à Samuel Besnard, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Pierre Leclerc, Jean-Luc Millard (Drancy) à Mohamed Houcini, Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois) à Isabelle Massard, Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine) à Isabelle Massard, Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil), Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais) à Pierric Amella, Marie-France Parrain (Maisons-Alfort) à Marie-Hélène Magne, Farid Hemidi (Malakoff) à Marie-Hélène Magne, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison), à Jean-Marie Ballet, Patrice Pattée (Sceaux) à Frédéric Sitbon, Henri Roger-Estrade (Verrières-le-

Buisson) à Stéphanika Toussaint, Hervé Lièvre (GPSO) à Luc Mauvarin, Patrick Ollier (MGP) à Sylvain Raifaud.

**Personnalités qualifiées (2) :** Christine Lambert et Frédéric Heran.

Total des voix : **989,67 voix**

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la Communication et du Marketing, Sédik Chekir, Responsable service finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Thierry Pereira, Directeur technique.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du 24 avril
2. Délibérations :
  - Avis sur la modification des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'
  - Avis sur le compte de gestion 2024
  - Avis sur le compte administratif 2024
  - Avis sur l'affectation du résultat 2024
  - Avis sur la constitution de provisions pour risques et charges et créances douteuses
  - Avis sur le budget supplémentaire 2025 - Régie Velib'

Le quorum étant atteint, le Président ouvre la séance.

**Le Président** propose de désigner Monsieur Frédéric Sitbon secrétaire de séance et Président pour le compte administratif 2024.

Pour **989,67 voix**

La proposition est adoptée à l'unanimité.

1. **Approbation du procès-verbal du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la séance du 24 avril 2025**

**Le Président** demande s'il y a des observations et, en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation Vélib' du 24 avril 2025.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 989,67 voix

Le procès-verbal du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation de la séance du 24 avril 2025 est approuvé à l'unanimité.

## 2. Délibérations

### VM 2025 04 – Avis sur la modification des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'

**Le Président** donne la parole à Yannick Cabaret.

**Yannick Cabaret**, Directeur général, rappelle les différentes étapes ayant conduit à la proposition de modification comme suit :

- Comité syndical du 17 mars : présentation de l'évolution de la qualité de service et des différents scénarios de révision tarifaire
- Mardi 25 mars : échanges avec les élus du bureau et du comité syndical sur les différents scénarios de révision tarifaire
- Comité syndical du 7 avril : validation du scénario de la future révision tarifaire
- Début mai : engagement de la négociation avec Smovengo
- Début juin : conclusion de la négociation avec Smovengo
- Comité syndical du 17 juin : adoption de la révision tarifaire

Il indique ensuite que l'expérimentation menée depuis plusieurs mois avec Smovengo a permis à l'opérateur d'améliorer la répartition des vélos et d'identifier les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs proposés (actuellement, un maximum de 5% des stations fréquemment pleines et vides).

Il présente ensuite le financement de l'amélioration de la qualité du service puis la révision tarifaire proposée. Il rappelle que le 7 avril dernier, le comité syndical a choisi le scénario à 2 %, présentant l'avantage de permettre un choc de qualité visible au second semestre 2025 par les usagers.

Objectif en part maximale de stations fréquemment pleines et vides	Coût OPEX total	Scénarios tarifaires envisageables
Scénario 5%	200k€/an	V-Plus à 5€ suffit
Scénario 2,5%	1,5M€/an	Option 1 : VMax à 15€ Option 2 : VMax à 9,30€ + 2 courses à 0,50€
Scénario 2 %	Environ 2,5 M€/an	Option 1 : VMax à 15 € + Vplus à 5€ Option 2 : VMax à 9,30€ + 2 courses à 0,50€ + Vplus à 5€
Scénario 1,5 %	Environ 3,5 M€/an	<i>Non finançable par la seule révision tarifaire</i>
Scénario 1 %	Environ 5 M€/an	<i>Non finançable par la seule révision tarifaire</i>

Il détaille ensuite le scénario de révision tarifaire présenté en option 2 :

- Maintien du tarif de l'abonnement V-Max à 9,30 € par mois
- Tarification des deux premières courses quotidiennes de l'abonnement V-Max à 0,50 € chacune, le tarif des courses suivantes restant inchangé
- Hausse du tarif de l'abonnement V-Plus à un montant proche de 5 € (finalement proposé à 4,30€)
- Application du taux de réduction habituel (-25 %) pour le tarif réduit jeunes et seniors
- Maintien de la gratuité des deux premières courses quotidiennes pour le tarif Solidaire.

Il précise qu'une partie des recettes supplémentaires générées par cette hausse tarifaire (environ 6,75 M€) sera utilisée pour diminuer le montant unitaire de la contribution à l'Agence pour Velib' afin de densifier le réseau, en particulier en dehors de Paris.

A condition, dit-il, que la révision tarifaire soit mise en œuvre telle que proposée par l'exécutif de l'Agence, le prestataire a accepté de mettre en œuvre l'augmentation de la régulation demandée, avec pour objectif de réduire le nombre de stations fréquemment vides/fréquemment pleines à moins de 2 % de l'ensemble des stations du réseau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 :

- Moins de 4 % à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025
- Moins de 3 % à compter du 1<sup>er</sup> février 2026
- Moins de 2,5 % à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2026
- Moins de 2% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Il ajoute qu'un nouveau critère de qualité de service assorti de pénalités sera ajouté par avenant au marché.

Le prestataire financera cet objectif par le produit de la révision tarifaire et prendra en charge l'acquisition de la vingtaine de camions nécessaires à l'accroissement de la régulation ainsi que leur renouvellement en cours de marché.

**Le Président** remercie Yannick Cabaret ainsi que les équipes qui ont travaillé sur ce projet ainsi que tous les élus qui ont participé aux réunions et qui ont contribué à ce travail.

Il y a eu, dit-il, des améliorations significatives du service Velib'. Les 3000 Vélib' supplémentaires pour les Jeux olympiques ont permis d'avoir un gain de qualité. Velib' a été au rendez-vous des Jeux olympiques grâce aux vélos. Maintenant l'enjeu est que Velib' soit au rendez-vous du quotidien avec un service qui s'améliore et qui donne satisfaction. Le plan qui a été conçu et négocié avec Smovengo permettra d'atteindre ces objectifs. Concernant l'opportunité de la grille tarifaire, il y a eu beaucoup d'échanges sur le fait que les vélos à assistance électrique sont les plus onéreux.

Il rappelle que dans la structure de coûts, on retrouve des coûts de la surutilisation des vélos électriques. Le fait, dit-il, de passer des courses à 0,50€ permettra de limiter un peu la pression sur l'utilisation des VAE et ainsi réduire les dépenses de la surutilisation de ces derniers. Il ajoute que le tarif V-Plus n'a pas augmenté depuis 2018, que les personnes bénéficiant des tarifs sociaux ne seront pas impactées par cette augmentation et que pour les personnes abonnées V-Max au tarif solidaire, la gratuité des 2 premières courses quotidiennes en VAE perdurera.

Il estime qu'un équilibre a été trouvé avec la préservation de tarifs qui restent très accessibles, 5 fois moins chers que les offres privées de vélos à assistance électrique en free floting. Velib' va monter en qualité, c'est une attente très forte des usagers et en particulier du comité des usagers. Il conclut en indiquant qu'il faut augmenter les tarifs pour pouvoir augmenter la qualité.

**Le Président** donne la parole aux membres.

Une représentante du comité souhaite obtenir des explications sur ce qui va débiter au 2<sup>e</sup> semestre 2025 ainsi que sur les 6,75 millions d'euros de recettes supplémentaires.

**Yannick Cabaret**, Directeur Général, revient sur la diapositive et réexplique l'objectif fixé dans le cadre du marché par avenant avec l'ajout d'un critère de qualité de service, sanctionné par des pénalités en cas d'écart. Dès le 1<sup>er</sup> septembre 2025, il faudra que l'entreprise tienne l'objectif de 4 % de stations fréquemment vides d'une part, et de 4 % de stations fréquemment pleines d'autre part.

Sachant que jusqu'à présent nous étions dans le cadre d'une expérimentation, il n'y avait pas d'ajout de critère au marché. C'était une expérimentation partenariale avec l'entreprise, où d'un commun accord nous avons fixé cet objectif sans financement supplémentaire pour l'entreprise. Au 1<sup>er</sup> septembre 2025, le critère concernant la qualité de service sera inscrit au marché et des pénalités seront appliquées en cas d'écart. L'objectif diminuera graduellement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Enfin, concernant les 6,75 millions évoqués, représentant le montant estimé des recettes, il précise que ce montant ne sera pas reversé à Smovengo mais restera à l'Agence, comme le prévoit le marché

Velib'. Il rappelle que les recettes sont encaissées par l'Agence et qu'une partie seulement est reversée à l'entreprise. Cela s'appelle, dit-il, un intéressement aux recettes. Il ajoute que c'est un principe classique pour faire en sorte que l'entreprise ait un intérêt financier direct à développer le service. Ce montant sera conservé par l'Agence et permettra de diminuer le montant de la contribution des communes.

**Christine Lambert** (personnalité qualifiée) souhaite connaître sur quelle période sont attendus les 6,75 millions d'euros.

**Yannick Cabaret**, Directeur général, précise que c'est sur un an.

**Isabelle Massard** (Gennevilliers) demande à quel moment la contribution va baisser.

**Yannick Cabaret**, Directeur Général, pense qu'elle baissera dès 2025.

**Marie-Hélène Magne** (Charenton-le-Pont) souhaite qu'on lui rappelle la date de fin du marché.

**Le Président**, répond qu'il s'arrêtera au 31 décembre 2032.

**Thierry-Michel Isoard** (Asnières-sur-Seine) félicite les agents pour les efforts concernant le tarif social. Il souhaite savoir quelle est la part des usagers solidaires dans les usagers globaux.

**Yannick Cabaret**, Directeur général, répond que les usagers solidaires représentent 5% des usagers.

**Frédéric Sitbon** (Asnières-sur-Seine) ajoute qu'il y a eu beaucoup de discussions lors des réunions de Bureau au sujet de l'augmentation des tarifs. Certaines personnes n'étaient pas d'accord sur l'opportunité en raison des prochaines élections mais il pense que le fait d'augmenter un peu les tarifs permettra de ne pas avoir de stations vides. Le service Velib' va être présent, avec plus de 20 camions Smovengo supplémentaires, donc plus de vélos dans toutes les stations.

**Julie Lefebvre** (Romainville) félicite l'équipe de l'Agence pour l'équilibre entre la qualité du service et les nécessités des communes d'avoir des budgets équilibrés ainsi que le fait d'avoir trouvé une bonne relation avec Smovengo.

**Frédéric Héran** (personnalité qualifiée) indique qu'il est favorable à cette augmentation de tarifs afin d'augmenter la qualité de service. Il précise que l'offre parisienne est extrêmement attractive en comparaison avec des villes comme Londres, New York, Montréal où les tarifs sont environ 3 fois plus élevés que les tarifs Velib'.

**Mohamed Houcinei** (Fontenay-aux-Roses) précise qu'il est d'accord avec tout ce qui vient de se dire. Il souhaite l'amélioration de la qualité de service. Il espère que le service sera au rendez-vous et que Smovengo va tenir ses engagements pour tendre vers le meilleur.

**Le Président** remercie Mohamed Houcini et partage son point de vue. Il précise qu'en effet la relation entre l'Agence et Smovengo a mal démarré. En effet, dit-il, ils avaient annoncé avoir la capacité de déployer dans un certain délai ainsi que d'opérer le service à un certain coût et cela n'a pas été le cas. Depuis 2021, il y a un bras de fer compliqué avec Smovengo et ses actionnaires. Cependant, ils ont promis 3000 vélos supplémentaires et ont tenu leur promesse en raison des pénalités d'un montant très élevé qu'ils auraient dû supporter dans le cas contraire. Désormais, le seul actionnaire de Smovengo est Indigo. Cela permet de mettre de l'ordre dans la stratégie de l'entreprise et d'avoir un actionnaire qui souhaite entretenir de bonnes relations avec les collectivités locales. Par ailleurs, dit-il, la confiance n'exclut pas le contrôle, c'est la raison pour laquelle tout ce qui a été discuté avec Smovengo est assorti de pénalités nouvelles. S'ils ne respectent pas le nombre de camions et les 2 % des stations pleines ou vides, ils seront sanctionnés et savent que l'Agence est déterminée à obtenir satisfaction.

**Le Président** donne la parole à Yannick Cabaret.

**Yannick Cabaret**, Directeur Général, explique que cette réforme tarifaire, la troisième depuis le lancement du service vise à :

1. Renforcer le partage des vélos, particulièrement à assistance électrique, dans un contexte de croissance des usages ;
2. Poursuivre l'amélioration de la qualité de service délivré (en particulier en matière de régulation du parc) ;
3. Apporter des solutions à des difficultés régulièrement remontées par les usagers via notamment le comité des usagers.

Pour ce faire, certains tarifs sont modifiés :

- Le tarif de l'usage du VAE pour les abonnés V-Max et V-Max Pro est réévalué pour les 2 premières courses quotidiennes :

- 0,50 euro chacune pour le tarif standard ;
- 0,37 pour les tarifs réduits (Jeunes et Senior) ;
- Gratuites pour les bénéficiaires du tarif Solidaire.

- Le tarif de l'abonnement V-Plus est relevé à 4,30 euros TTC/mois, taux de la TVA en vigueur.

- La souscription à l'abonnement V-Libre est désormais assortie de la facturation de frais d'inscription, d'un montant forfaitaire de 6 euros TTC, tarif de TVA en vigueur, pour lutter contre la fraude qui se développe sur cet abonnement. Ce prépaiement sera compensé par l'attribution de 90 minutes bonus utilisables dès la première course.

- Le calcul des tarifs préférentiels (Jeune, Senior et Solidaire) est harmonisé pour tous les abonnements (des incohérences subsistaient depuis le début du service) :

- Tarif Solidaire = tarif d'abonnement appliqué par défaut à -50 % (sauf pour le nouveau tarif des deux premières courses quotidiennes en VAE dans le cadre de l'abonnement V-Max)
- Tarifs réduits, Jeune et Senior = tarif d'abonnement appliqué par défaut à -25 %

Parallèlement à ces évolutions tarifaires sur les offres et aux efforts de l'Agemob pour renforcer la qualité du service (en particulier concernant la régulation opérée par le prestataire), de nouveaux services sont mis en place pour améliorer l'expérience des utilisateurs :

- Un crédit de 15 minutes bonus est accordé sur la course en cours à l'utilisateur du service qui réunira les conditions cumulatives suivantes :

- contacte le Centre de Relation Client (CRC) depuis sa station d'arrivée pleine, sachant que celle-ci est techniquement avérée par le CRC comme pleine et ne permet pas la restitution du vélo ;
- ne dispose d'aucune station à proximité immédiate pour y rendre son vélo (rayon inférieur à 600 mètres, que le CRC avère) ;
- accepte de se rendre dans une station située dans un rayon supérieur à 600 mètres autour de la station où il se trouve au moment de son appel au CRC.

- Un service de clôture de la course au tarif forfaitaire de 8 euros TTC (taux de la TVA en vigueur) pour l'utilisateur du service qui réunira les conditions cumulatives suivantes :

- contacte le Centre de Relation Client (CRC) depuis sa station d'arrivée pleine, sachant que celle-ci est techniquement avérée par le CRC comme pleine et ne permettant pas la restitution du vélo ;
- refuse de se rendre dans une autre station pour restituer le vélo.

- Un plafond de facturation de course à la journée, pour tout usager dont la course dure plusieurs heures en raison d'une mauvaise restitution du vélo, est fixé à :

- 18 euros TTC (taux de la TVA en vigueur) pour un trajet effectué à Velib' mécanique quelle que soit l'offre souscrite ;
- 38 euros TTC (taux de la TVA en vigueur) pour une course en VAE, là aussi quelle que soit l'offre souscrite.

**Le Président** donne la parole aux membres.

**Luc Mauvarin** (GPSO) indique qu'à Chaville, il n'y a pas de stations à moins de 15 minutes l'une de l'autre et que les stations sont rarement pleines. Hors Paris, l'éloignement entre deux stations est assez importante.

**Le Président** explique qu'effectivement il y a des secteurs, y compris en dehors de Paris, sur lesquels il y a des stations qui sont pleines, mais ce n'est pas la majorité des cas. Les quartiers sur lesquels on a des stations pleines sont le 15e et le centre de Paris.

**Christine Lambert** (personnalité qualifiée) demande à quel problème cela répond actuellement. Elle ajoute qu'il faut s'assurer que le service client soit opérationnel. Elle demande s'il ne peut pas y avoir d'abus concernant les services de clôtures. Elle demande si tout cela a été estimé ou si ce n'est qu'un test.

**Thierry Michel-Isoard** (Asnières-sur-Seine) trouve très bien le fait de clôturer quand on n'arrive pas à trouver une place, mais se demande si cela veut dire que la solution de Station + est moins avantageuse à déployer que ce système-là ?

**Yannick Cabaret**, Directeur Général, explique qu'il y a des stations qui ne peuvent pas faire l'objet d'extension. Il cite pour exemple la station Gare de Lyon qui est sur un domaine de Gares et Connexions et qu'il est impossible, aux vues des tensions du foncier sur les gares, d'envisager une extension. Pour répondre à la question des besoins, il explique que ça répond à des besoins malheureusement quotidiens puisqu'il y a plusieurs quartiers qui sont victimes de leur succès en termes d'arrivées de vélos, notamment au centre de Paris où plusieurs centaines de stations sont concernées. Il pense également à des stations qui sont plutôt pleines de nuit, par exemple au sud-ouest du 15e arrondissement qui débordent un petit peu en dehors de Paris ; des zones résidentielles sans bureau et vers lesquelles les usagers se dirigent massivement en fin de journée. Dans ces quartiers qui sont très pleins, les usagers, lorsqu'ils arriveront sur la station de leur destination, pourront contacter le centre de relation client qui les orientera vers une station à proximité immédiate, auquel cas, ce sera simplement du conseil qui leur sera apporté pour leur dire d'aller à telle station. Si aux alentours, les stations sont toutes pleines, ils seront alors dirigés vers d'autres stations plus éloignées (environ 600 mètres) et dans ce cas-là, ils auront droit à ce crédit temps supplémentaire (un dispositif qui existait avant 2017 sous Velib' 1). Il y a eu de longues discussions avec les dirigeants du centre de relation client opéré par Smovengo pour s'assurer qu'ils auront la capacité technique d'avérer si la station d'arrivée de l'utilisateur est pleine ou pas et s'il y a de la place dans les environs, pour répondre aux besoins. Le centre de relation client est, parmi l'ensemble des indicateurs du marché, celui qui remplit le mieux les objectifs.

**Luc Mauvarin** (GPSO) demande si un bonus pourrait être créé pour les personnes qui identifient les Velib' perdus.

**Yannick Cabaret**, Directeur Général, répond que l'Agence y a pensé régulièrement. Ce qui est compliqué, c'est qu'il n'est pas possible de s'assurer que le signalement soit juste parce qu'au moment où le vélo est récupéré, souvent le vélo a bougé ou disparu.

**Le Président** demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2025 04 à l'avis des membres.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 989,67 voix

*Le comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

Article 1 : Emet un avis favorable sur les tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' Métropole tels que précisés dans l'annexe jointe à la présente délibération sont adoptés.

Article 2 : Emet un avis favorable pour l'entrée en vigueur des tarifs ainsi modifiés et détaillés en annexe de la présente délibération qui interviendra au plus tôt le 15 juillet 2025 et au plus tard le 15 août 2025, la date sera précisée par ordre de service de l'Agemob au Titulaire du marché.

#### **VM 2025 05** - Avis sur le compte de gestion 2024

**Le Président** donne la parole à Sédik Chekir.

**Sédik Chekir**, Responsable service finances, explique que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être approuvé préalablement au compte administratif.

Le comptable public ayant repris toutes les dépenses et recettes réelles ainsi que toutes les dépenses et recettes d'ordre, le compte de gestion 2024 concorde avec le compte administratif 2024 du budget annexe de la Régie Velib'.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2025 05 à l'avis des membres.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 989,67 voix

*Le comité syndical, intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, émet un avis favorable sur le compte de gestion de l'exercice 2024 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.*

#### **VM 2025 06** - Avis sur le compte administratif 2024 budget annexe

**Le Président** cède la présidence à M. Frédéric Sitbon et sort de la salle.

**Frédéric Sitbon** donne la parole à Sédik Chekir.

**Sédik Chekir**, Responsable service finances, explique que conformément à la réglementation en vigueur, l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires exécutées sur chaque exercice comptable. Le compte administratif est le document qui récapitule les réalisations effectives de l'exercice N-1, en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice 2024 de l'ordonnateur et doit être approuvé par l'assemblée délibérante. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024, les écritures dégagent en synthèse les résultats suivants :





		DEPENSES	RECETTES
<b>REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)</b>	Section de fonctionnement	A <b>66 321 991,08</b>	G <b>67 909 046,58</b>
	Section d'investissement	B <b>1 038,00</b>	H <b>42 115,39</b>
<b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>	Report en section de fonctionnement (002)	C <b>424 750,30</b>	I
	Report en section d'investissement (001)	D	J <b>47 594,76</b>
TOTAL		<b>66 747 779,38</b> =A+B+C+D	<b>67 998 756,73</b> =G+H+I+J

<b>RESTES A RÉALISER A REPORTER EN N+1</b>	Section de fonctionnement	E <b>0,00</b>	K <b>0,00</b>
	Section d'investissement	F <b>0,00</b>	L <b>0,00</b>
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	=E+F <b>0,00</b>	=K+L <b>0,00</b>
<b>RESULTAT CUMULÉ</b>	Section de fonctionnement	<b>66 746 741,38</b> =A+C+E	<b>67 909 046,58</b> =G+I+K
	Section d'investissement	<b>1 038,00</b> =B+D+	<b>89 710,15</b> =H+J+L
	TOTAL CUMULE	<b>66 747 779,38</b>	<b>67 998 756,73</b>

		=A+B+C+D+E+F	=G+H+I+J+K+L
--	--	--------------	--------------

### **Dépenses de fonctionnement :**

66,32 M€ ont été dépensés cette année pour 67,51 M€ de crédits initialement votés :

- 64,10 M€ concernent le paiement du marché Velib' dont :
  - 51,23 M€ pour le forfait et BPU et autres commandes (neutralisations, déposes de stations...);
  - 0,70 M€ concerne la commande de nouvelles stations;
  - 1,11 M€ pour l'exploitation des vélos à assistance électrique supplémentaires ;
  - 1,58 M€ pour l'indemnité vol et vandalisme ;
  - 4,78 M€ pour l'intéressement sur les recettes
  - 4,67 M€ pour la surutilisation des vélos à assistance électrique (avenant 8).
- 1,66 M€ au titre des frais de personnel contre 1,52 M€ en 2023.
- 0,54 M€ de charges à caractère général contre 0,58 M€ en 2023.

### **Recettes de fonctionnement :**

Le budget annexe Velib' a enregistré 67,94 M€ de recettes en 2024, pour 67,88 M€ budgétés durant l'année :

- 33,73 M€ de contributions des collectivités, soit 27,83 M€ des collectivités et 5,9 M€ de la Métropole du Grand Paris ;
- 32,36 M€ de recettes usagers soit près de 4,84 M€ de plus qu'en 2023 ;
- 1,24 M€ au titre des remboursements de neutralisations et déposes contre 1,84 M€ en 2022 ;
- 0,57 M€ au titre des produits exceptionnels dont 0,52 M€ au titre de pénalités

### **Résultat de fonctionnement (excédent) : + 1 587 055,50 €**

### **Dépenses d'investissement :**

1 038 € ont été dépensés cette année pour 109 646,76 € de crédits initialement votés.

### **Recettes d'investissement :**

Le budget annexe Velib' a enregistré 42 115,39 € de recettes en 2024 pour 62 115,39 € budgétés dans l'année.

- 40 000,00 € au titre des cautions de neutralisations ;
- 2 115,39 € d'opérations d'ordre.

### **Résultat d'investissement (excédent) : + 41 077,39 €**

**Le Président**, Frédéric Sitbon, demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2025 06 à l'avis des membres.

Contre : 0 voix  
 Abstention : 0 voix  
 Pour : 989,67 voix

*Le comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

Emet un avis favorable sur le compte administratif de l'exercice 2024. Ci-dessous la synthèse par section :

### **Section de fonctionnement :**

- Recettes : **67 909 046,58 euros**
- Dépenses : **66 321 991,08 euros**

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2024 : **+ 1 587 055,50 euros.**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **+ 1 162 305,20 euros**, compte tenu du déficit 2023 reporté de : **- 424 750,30 euros.**

#### **Section d'investissement :**

- Recettes : **42 115,39 euros**
- Dépenses : **1 038,00 euros**

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2024 de : **+ 41 077,39 euros.**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : **+ 88 672,15 euros**, compte tenu de l'excédent reporté de 2022 : **+ 47 594,76 euros.**

**Soit un EXCEDENT global de clôture 2024 : + 1 250 977,35 euros**

Le Président Sylvain Raifaud reprend la présidence.

#### **VM 2025 07 - Avis sur l'affectation du résultat 2024 – Budget annexe**

**Le Président** donne la parole à Sédik Chekir

Le compte administratif 2024 de la régie Vélib' fait apparaître pour la section de fonctionnement et la section d'investissement les résultats suivants :

#### **Section de fonctionnement :**

- Recettes : **67 909 046,58 euros**
- Dépenses : **66 321 991,08 euros**

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2024 : **+ 1 587 055,50 euros.**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **+ 1 162 305,20 euros**, compte tenu du déficit 2023 reporté de : **- 424 750,30 euros.**

#### **Section d'investissement :**

- Recettes : **42 115,39 euros**
- Dépenses : **1 038,00 euros**

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2024 de : **+ 41 077,39 euros.**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : **+ 88 672,15 euros**, compte tenu de l'excédent reporté de 2023 : **+ 47 594,76 euros.**

**Soit un EXCEDENT global de clôture 2024 : + 1 250 977,35 euros**

Il est proposé au comité syndical d'affecter ces résultats comme suit :

Au compte 001 : résultat d'investissement reporté : **+ 88 672,15 euros**

Au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté : **1 162 305,20 euros.**

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2025 07 à l'avis des membres.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 989,67 voix

*Le comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

Emet un avis favorable sur l'affectation en report à nouveau :

- En section de fonctionnement : **1 162 305,20 euros** (compte 002 : excédent reporté en dépenses de fonctionnement).
- En section d'investissement : **88 672,15 euros** (compte 001 : excédent reporté en dépenses d'investissement).

**VM 2025 08** - Avis sur la constitution de provisions pour risques et charges et créances douteuses

**Le Président** donne la parole à Sédik Chekir.

**Sédik Chekir**, Responsable service finances, explique que l'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit la constitution de provisions pour créances douteuses, en vertu du principe comptable de prudence, pour les créances de plus de deux ans. Désormais, le taux appliqué est du ressort de la collectivité (15 % minimum obligatoire auparavant).

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2025 08 à l'avis des membres.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 989,67 voix

*Le comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

Emet un avis favorable sur la constitution de provisions pour créances douteuses comme suit :

Une provision pour créance douteuses à hauteur de 15 % des restes à recouvrer supérieurs à 2 ans au 31-12-2024 pour un montant de 7 765 €.

**VM 2025 09** - Avis sur le budget supplémentaire 2025 - Régie Velib'

**Le Président** donne la parole à Sédik Chekir.

**Sédik Chékir**, Responsable service finances, explique que le budget supplémentaire est établi généralement à la fin du premier semestre de l'année et a essentiellement pour objectif de reprendre les résultats budgétaires de l'exercice précédent.

En effet, le budget primitif 2025 a été voté en séance le 7 avril 2025 alors que l'exécution budgétaire 2024 n'était pas clôturée. Les résultats de l'exercice 2024 du budget annexe n'ont donc pu être repris lors de l'élaboration du budget primitif 2025.

Le compte de gestion 2024, le compte administratif 2024 et la délibération d'affectation du résultat 2024 ont été approuvés en séance le 17 juin 2025.

Les résultats de l'exécution 2024 étant désormais approuvés, il convient d'intégrer au budget ces résultats et de réaliser les changements budgétaires nécessaires.

Il est proposé de procéder aux ajustements strictement nécessaires en attendant les premiers effets de la réforme tarifaire et de connaître le comportement des usagers face à cette réforme et d'appréhender au plus juste les recettes usagers qui ont découleront.

Aussi, il est préconisé de conserver pour le moment l'excédent et de procéder à une baisse des contributions lors d'une DM en fin d'année.

Ainsi, la prise en compte de ces éléments se traduit par les inscriptions suivantes :

En dépenses de fonctionnement :

- Installation stations humanisées : 100 000 €
- Contrat de prestations de service : 70 000 €
- Provision pour créances douteuses : 7 765 €
- Virement à la section d'investissement : 10 000 €

En recettes de fonctionnement :

- Excédent de fonctionnement reporté : 1 162 305,20 €

Le budget de fonctionnement total de l'exercice après le présent BS s'en trouve modifié passant ainsi de 68 617 300 € à 69 779 605,20 € avec un excédent de 974 540,20 €.

En dépenses d'investissement :

- Augmentation des dépôts et cautionnements : 85 000 €
- Achat de mobilier : 3 000 €
- Achat de matériel de bureau et informatique : 10 672,15 €

En recettes d'investissement :

- Résultat d'investissement 2024 reporté : 88 672,15 €
- Virement de la section de fonctionnement : 10 000 €

Le budget d'investissement total de l'exercice après le présent BS s'en trouve modifié et passe de 62 220,00 € à 160 892,15 €.

Ainsi, après l'affectation des résultats 2024 au budget supplémentaire 2025 et les différents ajustements budgétaires opérés, les recettes et dépenses de fonctionnement et d'investissement proposées dans le cadre de ce budget supplémentaire seront en équilibre.

**Le Président** donne la parole aux membres.

**Luc Mauvarin** (GPSO) demande une explication quant au report de recettes de l'année dernière sur la station humanisée en 2025.

**Sédik Chekir**, Responsable du service finances, explique que les stations humanisées rencontrent de plus en plus de succès et c'est pour cela qu'il a été ajouté 100 000 € en prévision.

**Christine Lambert** (personnalité qualifiée) demande ce qu'est un suréquilibre.

**Yannick Cabaret**, Directeur Général, explique qu'un déficit et un excédent est un résultat comptable. En l'occurrence nous sommes, dit-il, sur du budgétaire et de façon transitoire, il peut y avoir un suréquilibre. C'est une section de fonctionnement ou d'investissement sur laquelle il n'y a pas la possibilité d'être à l'équilibre. Or, la règle d'or, posée par la réglementation budgétaire des collectivités, oblige à être à l'équilibre. Mais il est possible d'être en excédent budgétaire sur une section, c'est ce qui constitue un suréquilibre évidemment transitoire. Ce sera constaté ensuite à la fin de l'année par un excédent global si ce suréquilibre n'a pas été entre-temps utilisé par d'autres dépenses.

**Le Président** demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération VM 2025 09 à l'avis des membres.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 989,67 voix

*Le comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

Emet avis favorable sur le budget supplémentaire comme suit :

Section de fonctionnement :

Chapitre	Article	Dépenses		Recettes	
		Déduire	Ajouter	Déduire	Ajouter
002	002				1 162 305,20 €
68	6817		7 765,00 €		
011	611		70 000,00 €		
011	6110702		100 000,00 €		
023	023		10 000,00 €		
Total		- €	187 765,00 €	- €	1 162 305,20 €
Solde			187 765,00 €		1 162 305,20 €

Section d'investissement :

Chapitre	Article	Dépenses		Recettes	
		Déduire	Ajouter	Déduire	Ajouter
001	001				88 672,15 €
021	021				10 000,00 €
16	165		85 000,00 €		
21	21838		10 672,15 €		
21	21848		3 000,00 €		
Total		- €	98 672,15 €	- €	98 672,15 €
Solde			98 672,15 €		98 672,15 €

*L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 10h50.*

Le Secrétaire,

Signé par **Frédéric SITBON** le  
12/11/2025 11:40



Frédéric Sitbon

Le Président,

Sylvain Raifaud